

**Zeitschrift:** Kriminologisches Bulletin = Bulletin de criminologie

**Herausgeber:** Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie

**Band:** 22 (1996)

**Heft:** 1

**Vorwort:** Que faire si les nouvelles ne sont pas bonnes? = Über den Umgang mit schlechten Nachrichten

**Autor:** Killias, Martin

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# ÉDITORIAL

## Que faire si les nouvelles ne sont pas bonnes ?

**D**ans le cadre d'un éditorial, on peut se permettre d'exprimer des idées, des soucis ou des espoirs qui ne doivent pas nécessairement se fonder sur des analyses strictement scientifiques, mais qui, en contrepartie, devraient être actuels. Au moment où sont écrites ces lignes – soit à la mi-mai 1996 – l'intérêt des médias et de notre public est capté par une étude fouillée et remarquable de l'Office fédéral de la statistique concernant la criminalité dite des étrangers<sup>1</sup>. Plus que bien d'autres écrits, elle suscite la question de savoir comment la criminologie s'accommode de mauvaises nouvelles, et comment elle les transmet à son public.

Les résultats de ladite étude sont pourtant bien rassurants, ceci au point que l'on se demande comment un sujet tel que la «criminalité des étrangers» n'a jamais vu le jour. Certes, on s'interrogera peut-être sur les raisons de la forte surproportion d'étrangers dans les statistiques policières ou pénitentiaires, et on s'inquiétera de savoir si la position apparemment dominante de certaines ethnies dans le trafic de drogue n'a été qu'un leurre. Aussi constatera-t-on non sans une certaine surprise que les analyses de l'Office fédéral de la statistique évitent de focaliser les comparaisons sur certains délits spécifiques, mais restent au niveau de catégories larges où des délits graves se mêlent aux délits de peu de gravité (et de masse). Ainsi, les infractions contre la vie et l'intégrité corporelle englobent les assassinats autant que les nombreuses lésions corporelles et homicides par négligence en rapport avec la circulation routière, les délits au sens de la Loi sur les stupéfiants comprennent les affaires de consommation, de trafic mineur et grave sans distinction, et dans le cadre des infractions contre le patrimoine, une affaire de vol à l'étalage compte autant qu'un brigandage dans l'analyse statistique. Comme nous ne souhaitons pas présenter ici un compte-rendu critique de cette étude très substantielle, nous préférons, sans approfondir plus loin ces problèmes, nous concentrer sur ce qui nous semble être son résultat principal, mis à part le faible taux de criminalité des étrangers résidants en Suisse, à savoir la proportion très importante de crimes commis par des étrangers sans attache en Suisse. L'Office fédéral de la statistique a renoncé à analyser ce résultat de manière approfondie, ceci à défaut de données sur l'importance de cette catégorie de

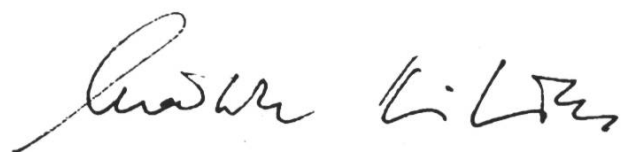
la population<sup>2</sup>. Mais les chiffres absolus contenus dans cette étude nous semblent interdire d'ignorer le problème de la criminalité des étrangers non-résidents en Suisse sous prétexte du manque de données démographiques pertinentes et donc de l'impossibilité de calculer des taux corrects pour cette catégorie de la population.

Certes, on ne manquera pas de compréhension pour l'Office fédéral de la statistique qui s'est abstenu d'approfondir ces questions, et a notamment renoncé à présenter des comparaisons en fonction de délits spécifiques. Dans le climat actuel de l'opinion publique, il se serait sans doute exposé au reproche de «promouvoir» le racisme par de telles comparaisons. Des soucis semblables inspirent les chercheurs qui, dans beaucoup de pays, renoncent lors de sondages de victimisation à interroger les personnes contactées sur leur origine ethnique ou nationale, ou sur celle (présumée) de leur agresseur éventuel, alors que de telles données sont indispensables pour connaître l'étendue de la criminalité par et contre des étrangers, indépendamment des processus de sélection par les autorités policières ou judiciaires. Se pose alors la question de savoir si une recherche qui se veut *politiquement correcte*, mais qui évite d'emblée tout résultat «désagréable» servira vraiment la cause que l'on espère défendre<sup>3</sup>.

Une telle autocensure de la recherche arrangera sans doute bien les responsables politiques. Ceux-ci n'auront aucune raison de s'inquiéter des contradictions d'une politique migratoire qui facilite toujours plus le passage des frontières internationales et qui, du même coup, offre toujours moins de possibilités d'intégration dans les pays dits d'accueil. Les hommes politiques ne seront pas non plus interpellés sur les mutations discrètes de nos villes où, sous nos yeux, des véritables ghettos se développent dans certains quartiers populaires. A côté de ces «gagnants», il n'est pas difficile de repérer quelques «perdants». Parmi ceux-ci se trouvent d'abord certaines catégories d'immigrés qui sont particulièrement exposées aux risques de criminalité<sup>4</sup> - d'ailleurs ordinaire plutôt que d'inspiration raciste. Des taux éventuellement disproportionnés de criminalité de la part de certaines catégories d'immigrés pourraient d'ailleurs indiquer un besoin accru d'intervention politique, afin d'en éliminer les causes plus profondes telles par exemple des mécanismes de discrimination subtils dans la vie quotidienne<sup>5</sup>. D'autres «perdants» se trouvent parmi les Suisses restant dans des quartiers populaires à forte concentration d'immigrés : ceux-ci vivent les innombrables petits frottements de cultures différentes dans le quotidien, et mériteraient de ce fait un peu de solidarité de la part des élites qui souvent résident dans des banlieues élégantes, sans bruits et sans

immigrés. Cette solidarité pourrait, entre autres, se manifester sous forme d'un système scolaire assurant un taux à peu près égal d'enfants d'immigrés à travers toute une zone urbaine, ce qui présupposerait un système de bus scolaires entre Zurich-Aussersihl et Zollikon, ou entre Renens et Lutry. Sans doute faisable, un tel système assurerait non seulement une bien meilleure intégration des enfants d'immigrés, mais éliminerait du même coup les handicaps scolaires d'enfants suisses, fréquentant certaines écoles de quartiers populaires dans nos villes et dont les parents ne peuvent envisager ni le déménagement vers des quartiers plus chiques, ni leur transfert vers des écoles privées.

De telles stratégies risquent fort de rester indiscutées et même indiscutables pour de longues années à venir. Pourquoi les politiciens devraient-ils chercher des solutions là où les chercheurs constatent qu'il n'y a pas de problème ? Peut-être que la tactique du silence entourant certains problèmes dérangeants n'aide même pas la lutte contre le racisme. Autrefois, lorsque les citoyens de la défunte République démocratique allemande pouvaient lire dans le «Neues Deutschland» - qui fut le journal officiel du parti unique - qu'un certain problème n'en était pas un, ils comprenaient qu'il avait atteint des proportions qui le rendait incontrôlable pour les gens au pouvoir. L'ignorance, voire le reniement de problèmes en rapport avec la criminalité n'entraîneront-ils pas, un jour, pour nos élites scientifiques et d'opinion, ce que firent le «Neues Deutschland» et d'autres médias de systèmes totalitaires à leur commanditaires, à savoir une perte de crédibilité collective et totale ? Ne serait-il pas plus opportun de familiariser l'opinion publique au fait que tout processus de modernisation, de changement social et de mobilité implique nécessairement certains coûts ? Un ministre avouant sa perplexité devant le problème du chômage ne risquera guère de perdre les élections, contrairement à celui qui nierait la réalité du chômage, ou qui en contesterait le caractère problématique. Il est même possible que nous sous-estimions tous la volonté et la faculté de nos publics d'affronter de mauvaises nouvelles, et d'en faire un usage responsable. Mais pour expliquer et faire comprendre, ne faudrait-il pas d'abord afficher les problèmes sans détours ?



Martin Killias

## Notes

- <sup>1</sup> Renate Storz, Simone Rônez, Stephan Baumgartner, *De la nationalité des condamnés*, Berne: Office fédéral de la statistique, 1996.
- <sup>2</sup> Le nombre de personnes de passage, de touristes et de clandestins n'étant pas connu, cf. p. 14.
- <sup>3</sup> Sur cette question, cf. le débat fort instructif entre Jürgen Mansel, «Schweigsame «kriminelle» Ausländer?», und Jo Reichertz und Norbert Schröder, «Gute Gesinnung oder prüfende Forschung?», dans la *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* 46 (1994), 299-307, respectivement 308-311.
- <sup>4</sup> dont une bonne partie se déroule dans un cadre intra-ethnique, cf. M. Eisner, «Immigration, Integration, und Assimilation: Strukturen der Gewaltkriminalität von Immigrierten und Schweizern», in S. Bauhofer und N. Queloz (Hrsg.), *Etrangers, criminalité et système pénal*, Chur/Zürich: Rüegger, 1993
- <sup>5</sup> En ce sens notamment W. Wilbanks, *The Myth of a Racist Criminal Justice System*, Monterey, Calif.: Cole, 1987

## UEBER DEN UMGANG MIT SCHLECHTEN NACHRICHTEN

**I**n einem Editorial soll man Gedanken, Sorgen oder Hoffnungen ausdrücken können, die nicht in einem strengen Sinne wissenschaftlich «belegt» zu sein brauchen, dafür aber «aktuell» sein sollten. In diesen Tagen – Mitte Mai 1996 – steht im Rampenlicht des öffentlichen Interesses eine beachtenswerte Studie des Bundesamts für Statistik<sup>1</sup>, die dem Problem der «Ausländerkriminalität» gewidmet ist. Sie fordert die Frage geradezu heraus, wie wir in der Kriminologie mit schlechten Nachrichten umgehen.

Dabei sind die Ergebnisse dieser Studie überaus beruhigend, und man fragt sich, wieso es ein Thema wie die «Ausländerkriminalität» je geben konnte. Fragen mag man sich allenfalls, wie die starke Uebersetzung der Ausländer in den Polizei- und Strafvollzugsstatistiken zustandekommt, ja ob die beherrschende Stellung gewisser Ethnien im Drogenhandel nichts als ein Trugbild ist. Man ist vielleicht auch überrascht, dass das Bundesamt nicht nach einzelnen Delikten differenziert, sondern breite Deliktskategorien vergleicht. Schliesslich beträgt – innerhalb der Delikte gegen Leib und Leben – die Zahl der Verurteilten wegen fahrlässiger Tötung (vor allem im Zusammenhang mit dem Strassenverkehr) ein Vielfaches der Verurteilten wegen Mordes, die Kategorie «Betäubungsmitteldelikte» wirft Konsum, Kleinhandel und «Grossisten» in einen Topf, und unter der Rubrik «Vermögensdelikte» haben Ladendiebstähle und Raubüberfälle dasselbe statistische Gewicht. Es ist hier jedoch nicht der Ort, eine – gehaltvolle – Studie zu rezensieren, und wir wollen diese Fragen daher hier nicht weiterverfolgen und uns auf das beschränken, was uns – neben der relativ geringen Kriminalität der ausländischen Wohnbevölkerung – ein Hauptergebnis zu sein scheint, nämlich der ausserordentlich grosse Anteil an Straftaten, die von Ausländern ohne Wohnsitz in der Schweiz begangen werden. Das Bundesamt hat dieses Ergebnis nicht weiter analysiert, da es für diese Bevölkerungskategorie an einer valablen Bezugsgrösse fehle<sup>2</sup>, was zweifellos zutrifft. Dennoch fällt es vor dem Hintergrund der berichteten absoluten Zahlen schwer, das Problem der Straftaten durch hier nicht-wohnhafte Ausländer oder solche mit kurzfristigem und prekärem Aufenthaltsstatus mit Hinweis auf fehlende demographische Bezugswerte zu ignorieren.

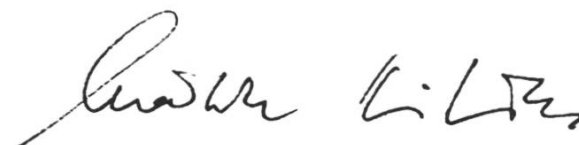
Man wird für das Bundesamt für Statistik Verständnis aufbringen, wenn es diese und andere Fragen nicht weiterverfolgt und insbesondere keine deliktsspezifischen Vergleiche angestellt hat. Bei dem gegenwärtigen Meinungsklima wäre ihm mit Sicherheit der Vorwurf nicht erspart geblieben,

dem Rassismus «Vorschub» zu leisten. Aehnliche Sorgen plagen Forscher, die in vielen Ländern davon absehen, in Opferbefragungen nach der Herkunft der befragten Person und allfälliger Tatverdächtiger zu fragen, obwohl sich bei derartigen Untersuchungen das Problem der Kriminalität von und gegen Ausländer unabhängig von polizeilichen und behördlichen Selektionsprozessen erforschen lässt. Die Frage bleibt, ob die *politisch korrekte*, unangenehme Ergebnisse von Anfang an vermeidende Forschungspraxis der Sache wirklich dient, wie man vermutlich hofft<sup>3</sup>.

Vorteile bringt die Selbstzensur der Wissenschaftler zunächst einmal den politisch Verantwortlichen. Sie haben einen Grund weniger, sich mit den Widersprüchen einer Migrationspolitik auseinanderzusetzen, die das Ueberschreiten von Landesgrenzen weltweit immer mehr erleichtert, gleichzeitig aber die Integration in die Einwanderungsländer zunehmend erschwert. Und sie brauchen sich nicht den Kopf zu zerbrechen über schleichende Veränderungen in den Städten, wo in immer stärkerem Masse einzelne Quartiere zu Ghettos werden. Diesen «Gewinnern» stehen «Verlierer» gegenüber. Da sind zunächst einmal bestimmte Kategorien von Ausländern, die in einem weit überproportionalen Ausmass von Kriminalität<sup>4</sup> betroffen werden, und zwar in weitaus stärkerem Masse von gewöhnlichen Straftaten als solchen rassistischer Inspiration. Höhere Kriminalitätsraten von Einwanderern könnten ihrerseits politischen Handlungsbedarf anzeigen, da diesfalls subtile und tiefgrieffende Diskriminierungen thematisiert werden müssten<sup>5</sup>. Weiter wären diejenigen Schweizerinnen und Schweizer zu nennen, die in Innenstädten leben und im Alltag am stärksten den Reibungsflächen ausgesetzt sind, die sich beim Kontakt verschiedener Kulturen unvermeidlicherweise ergeben. Ihnen gegenüber wäre vielleicht etwas mehr Solidarität hilfreich, vor allem seitens der in den Vororten lebenden Meinungsführer, die denselben Problemen kaum ausgesetzt sind. Solidarität könnte beispielsweise darin bestehen, dass die Schulklassen gleichmässiger als heute mit Einwandererkindern durchmischt werden, was ein Schul-Transportsystem etwa zwischen Zürich-Aussersihl und Zollikon – oder Renens und Lutry – erfordern würde, also prinzipiell lösbar wäre. So könnten nicht allein die Bildungs- und Integrationschancen der Ausländerkinder massiv verbessert, sondern zugleich die Benachteiligung schweizerischer Kinder in gewissen Quartierschulhäusern behoben werden, deren Eltern sich weder den Wegzug in einen Vorort noch eine Privatschule leisten können.

Diese und andere Strategien bleiben wohl auf Jahre hinaus indiskutabel, denn wo Forscher «no problem» diagnostizieren, fühlen sich Politiker auch nicht gefordert, nach Lösungen zu suchen. Vielleicht aber hilft diese Taktik nicht

einmal gegen fremdenfeindliche Strömungen. Wenn seinerzeit DDR-Bürger im «Neuen Deutschland» lesen konnten, ein bestimmtes Problem sei gar keines, wussten sie, dass es der Kontrolle der Machthaber völlig entglitten war. In diesem Sinne könnte das kollektive Leugnen von Problemen im Bereich der Kriminalität für unsere Eliten das bewirken, was das «Neue Deutschland» und andere gleichgeschaltete Medien ihren Inspiratoren beschert haben, nämlich einen kollektiven Glaubwürdigkeitsverlust. Es wäre wohl langfristig erfolgreicher, wenn der Öffentlichkeit klargemacht würde, dass Modernisierung und Migration nicht zum Nulltarif zu haben sind. Ein Minister, der bei hoher Arbeitslosigkeit zugibt, keine Patentlösung zu kennen, wird nicht unbedingt abgewählt, wohl aber einer, der glauben machen möchte, es gebe doch «eigentlich» überhaupt keine Arbeitslosigkeit, oder jedenfalls sei sie «kein Problem». Vielleicht unterschätzen wir die Fähigkeit der Öffentlichkeit, mit schlechten Nachrichten umzugehen. Aber um zu erklären und so das nötige Verständnis zu schaffen, müssen Probleme vorerst als solche deklariert werden.



MARTIN NILIAS

## Anmerkungen

<sup>1</sup> Renate Storz, Simone Rônez, Stephan Baumgartner, *Zur Staatszugehörigkeit von Verurteilten. Kriminalstatistische Befunde*, Bern: Bundesamt für Statistik, 1996

<sup>2</sup> Da die Zahl der Durchreisenden, Touristen oder illegal sich Aufhaltenden nicht zu eruieren sei, vgl. S. 14.

<sup>3</sup> Vgl. zu dieser Frage die instruktive Auseinandersetzung zwischen Jürgen Mansel, «Schweigsame «kriminelle» Ausländer?», und Jo Reichertz und Norbert Schröder, «Gute Gesinnung oder prüfende Forschung?», *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* 46 (1994), 299-307, bzw. 308-311.

<sup>4</sup> oft intra-ethnischer Art, vgl. M. Eisner, «Immigration, Integration, und Assimilation: Strukturen der Gewaltkriminalität von Immigrierten und Schweizern», in S. Bauhofer und N. Queloz (Hrsg.), *Etrangers, criminalité et système pénal*, Chur/Zürich: Rüegger 1993

<sup>5</sup> Vgl. dazu W. Wilbanks, *The Myth of a Racist Criminal Justice System*, Monterey, Calif.: Cole 1987



